

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le **16 JUIN 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27 mai 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SYNDICAT MIXTE DU LAC D'ANNECY (SILA)**

7 rue des TERRASSES  
BP 39 – 74 960 Annecy

Références : 20250527-RAP-InspectionUveSila  
Code AIOT : 0006104565

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 mai 2025 dans l'établissement du SILA implanté 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>. L'inspection s'inscrivait dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des installations classées. Le site relevant de la priorité nationale est soumis au minimum à une inspection par an.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNDICAT MIXTE DU LAC D'ANNECY (SILA)
- 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod
- Code AIOT : 0006104565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est réglementé par arrêté préfectoral du 21 août 2023 pour les principales activités suivantes :

- incinération de déchets non dangereux,
- transit de déchets non dangereux stockés en balles,
- déchetterie pour les professionnels.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le SILA qui exploitait jusqu'alors les installations en régie, a fait appel à la société IDEX Environnement en qualité d'opérateur. Le SILA reste néanmoins l'exploitant et le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation.

Rappelons que l'établissement a fait l'objet d'importants travaux de requalification débutés en 2014, comprenant le remplacement de deux de ses trois fours initiaux et la suppression du troisième, le remplacement des dispositifs de traitement des fumées afin d'abaisser les rejets atmosphériques notamment en NOx et l'optimisation de la performance énergétique.

**Thèmes de l'inspection : rejets atmosphériques, déchets.**

## 2) Constats

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : une analyse approfondie sera conduite a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites	Délais
1	Fiabilité des analyseurs	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.6.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Valorisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.7.2.2		
7	Gestion des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.7.2		

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	QAL3	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Ann.2 – pt 2.2.2
3	Rejet de dioxines, furanes et PCB DL	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, Ann.2 – pt d
4	OTNOC	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.3.5.2
5	OTNOC	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.3.5.3

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Sur la base des constats réalisés, nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes :

Sous un délai d'un mois :

- transmettre à l'inspection des installations classées :
  1. les résultats des procédures AST réalisées en 2025 sur les analyseurs multigaz, poussières, et de mercure de la ligne 1,
  2. la date de la nouvelle procédure QAL 2 qui sera réalisée sur l'analyseur redondant d'acide chlorhydrique de la ligne 3,
  3. les dispositions prises pour fiabiliser les mesures d'ammoniac de la ligne 1 et de poussières sur la ligne 3 dans les fumées,
- déclarer explicitement les arrêts de fours en charge dans l'autosurveillance mensuelle et préciser, pour chacun d'eux, si le filtre à manches a été ou non bypassé,
- préciser et justifier sous un mois le volume et le tonnage de mâchefers utilisés. Il conviendra en particulier de vérifier que les conditions de leur mise en œuvre respectent celle prise en compte dans l'avis de l'hydrogéologue.
- transmettre un nouveau planning d'aménagement de la plateforme sud de stockage et de maturation des mâchefers, au vu du retard pris par les travaux.

Sous un délai de trois mois

- respecter les quantités maximales de mâchefers suivantes autorisées par l'article 3.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 :
  - 12 mois de production répartis sur les aires nord et sud de stockage et de maturation,
  - 3 000 m<sup>2</sup> d'emprise sur la plateforme nord.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de :

- justifier sous un mois les périodicités des procédures QAL3 en vérifiant notamment qu'elles respectent celles prévues par la certification QAL 1 des matériels de mesure,
- transmettre sous deux mois :
  - une mise à jour de la liste des entrées programmées, effectives ou projetées, dans le contrôle commande, déclenchant l'incrémentation du compteur OTNOC,
  - un échéancier de mise à jour du contrôle commande afin qu'il intègre l'ensemble des entrées précitées. Cet échéancier devra prioriser les situations les plus fréquentes,
  - une mise à jour des situations unitaires OTNOC faisant apparaître, pour chacune d'elle, la correspondance ou l'absence de correspondance avec la liste des entrées programmées, effectives ou projetées.
- curer régulièrement les ouvrages de collecte des eaux pluviales de la plateforme sud de maturation et de stockage des mâchefers afin de garantir la collecte et le traitement de l'intégralité des volumes et éviter toute surverse hors de la plateforme.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiabilité des résultats des analyseurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.6.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, QAL 2 et AST
<p><b>Prescription contrôlée :</b> ... L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p> <p>Les comptes rendus des contrôles et étalonnages précités des équipements de mesure en continu, qui doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de l'intervention,</li><li>• le nom de l'organisme,</li><li>• les constats effectués et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant nous a présenté des résultats des procédures QAL2 et AST. Seuls ceux actuellement entrés dans la chaîne de mesures sont listés ci-après :</p> <p>Ligne 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Analyseurs multigaz (HCl, SO<sub>2</sub>, HF, NH<sub>3</sub>, NO, CO, COVT, O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O)<ul style="list-style-type: none"><li>◦ QAL2, réalisé du 18 au 25 avril 2023 par la société GINGER LECES. Détermination satisfaisante des droites de correction sur les analyseurs titulaire et redondant,</li><li>◦ AST réalisé du 15 au 22 avril 2024 par la société SOCOTEC. Validité confirmée des corrections établies par le QAL 2 de 2023 sur les analyseurs titulaire et redondant.</li></ul></li><li>• Analyseur poussières<ul style="list-style-type: none"><li>◦ QAL2, réalisé du 18 au 25 avril 2023 par la société GINGER LECES. Détermination satisfaisante des droites de correction sur les analyseurs titulaire et redondant,</li><li>◦ AST réalisé du 15 au 22 avril 2024 par la société SOCOTEC. Validité confirmée des corrections établies par le QAL 2 de 2023 sur les analyseurs titulaire et redondant.</li></ul></li><li>• Analyseur Mercure<ul style="list-style-type: none"><li>◦ QAL2, réalisé du 15 au 22 avril 2024 par la société SOCOTEC. Détermination satisfaisante des droites de correction sur l'analyseur titulaire. La mesure de mercure ne dispose pas d'analyseur redondant.</li></ul></li></ul> <p>Ligne 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Analyseurs multigaz (HCl, SO<sub>2</sub>, HF, NH<sub>3</sub>, NO, CO, COVT, O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O)<ul style="list-style-type: none"><li>◦ QAL2, réalisé du 22 au 24 janvier 2025 par la société SOCOTEC. Détermination satisfaisante des droites de correction sur les analyseurs titulaire et redondant, à l'exception de l'analyseur redondant de HCl.</li><li>◦ QAL2, réalisé du 6 au 8 décembre 2022, réalisé spécifiquement pour le HCl et déterminant de façon satisfaisante les droites de correction sur les analyseurs titulaire et redondant.</li></ul></li></ul>



- Analyseur poussières
  - QAL2, réalisé du 19 au 20 avril 2023 par la société GINGER LECES. Détermination satisfaisante des droites de correction sur les analyseurs titulaire et redondant,
  - AST réalisé du 22 au 24 janvier 2025 par la société SOCOTEC. Validité confirmée des corrections établies par le QAL2 de 2023 sur les analyseurs titulaire et redondant.
- Analyseur Mercure
  - QAL2 réalisé du 15 au 22 avril 2024 par la société SOCOTEC. Détermination satisfaisante des droites de correction sur l'analyseur titulaire. La mesure de mercure ne dispose pas d'analyseur redondant.

L'exploitant nous a par ailleurs informés des éléments suivants :

- Ligne 1 – Les procédures AST réalisées en 2025 sur les analyseurs de poussières titulaire et redondant, réalisées sans dopage, ont conclu à un échec en raison d'une concentration négative calculée après application des droites de correction :  $Y = 2,59 X - 1,51$  pour le titulaire et  $Y = 1,77 X - 1,31$ . Le rapport de cette procédure AST n'était pas disponible.
- Ligne 3 – Dans les 6 mois suivant la réception du rapport, soit avant le 3 octobre 2025, une nouvelle procédure QAL2 sur l'analyseur redondant de HCl de la ligne 3 sera réalisée pour disposer d'une droite de correction valide. Dans l'attente, la droite établie par la procédure QAL2 de 2022 a été maintenue dans la chaîne de mesure.

Lors de l'inspection, nous avons constaté que les corrections déterminées par les QAL2 étaient entrées dans la chaîne de mesure. Ce constat n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Enfin, pour vérifier la précision des mesures, nous avons examiné, pour certains paramètres, les résultats de l'autosurveillance des analyseurs en continu du site (AMS), lors de la campagne d'analyses normalisées réalisées par les analyseurs de SOCOTEC (SRM) du 15 au 22 avril 2024. Pour faciliter cet examen, l'exploitant a extrait les données de l'autosurveillance au pas de la minute sans appliquer la correction liée à l'intervalle de confiance.

Nous avons constaté les résultats suivants :

#### CO ligne 1

- 16/04/24 de 13:40 à 14:44 – AMS : 13,73 mg/Nm<sup>3</sup> SRM : 15,12 mg/Nm<sup>3</sup>
- 16/04/24 de 15:00 à 16:05 – AMS : 15,23 mg/Nm<sup>3</sup> SRM : 17,65 mg/Nm<sup>3</sup>
- 17/04/24 de 09:00 à 10:02 – AMS : 11,48 mg/Nm<sup>3</sup> SRM : 11,77 mg/Nm<sup>3</sup>

#### Poussières ligne 1

- 16/04/24 de 13:40 à 14:44 – AMS : 0 mg/Nm<sup>3</sup> SRM : inf 0,22 mg/Nm<sup>3</sup>

#### NH<sub>3</sub> ligne 1

- 16/04/24 de 13:40 à 14:44 – AMS : 0 mg/Nm<sup>3</sup> SRM : 2,97 mg/Nm<sup>3</sup>

#### Poussières ligne 3

- 16/04/24 de 8:50 à 9:56 – AMS : 0,016 mg/Nm<sup>3</sup> SRM : 1,39 mg/Nm<sup>3</sup>

On constate une sous-évaluation de la concentration en NH<sub>3</sub> sur la ligne 1 et de celle en poussières sur la ligne 3 par les analyseurs du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un mois :

- les résultats des procédures AST réalisées en 2025 sur les analyseurs multigaz, de poussières, et de mercure de la ligne 1,

<ul style="list-style-type: none"> <li>la date de la nouvelle procédure QAL 2 qui sera réalisée sur l'analyseur redondant d'acide chlorhydrique de la ligne 3,</li> <li>les dispositions prises pour fiabiliser les mesures d'ammoniac de la ligne 1 et de poussières sur la ligne 3 dans les fumées.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Contrôle régulier de la dérive des analyseurs en continu – QAL3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, annexe 2, pt 2.2.2
<b>Thème :</b> Risques chroniques, QAL 3
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous [parmi lesquelles la norme EN 14 181] sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>Guide FNADE – La norme EN 14 181 définit également la mise en place d'un suivi QAL3 permettant de faire un contrôle régulier de dérive des AMS. « Le QAL3 a pour objet de détecter la dérive en justesse des AMS en effectuant des contrôles réguliers des lectures au zéro et en concentration. » [cf. § 4.1 du FD X43-132] La procédure consiste à injecter régulièrement (périodicité à définir suivant la dérive constatée des appareils) un gaz étalon en tête de ligne, avec une concentration de 0 (utilisation de l'azote) et une concentration proche de la valeur limite d'émission journalière, puis de reporter les résultats sur une carte de contrôle pour apprécier la dérive éventuelle des analyseurs et leur justesse. Pour les poussières, on utilisera la cale étalon dont la valeur est proche de la VLE.</p> <p><b>Constats :</b> La réponse à la prescription réglementaire précitée consiste dans la réalisation de procédures dites QAL3. L'exploitant nous a présenté en séance les rapports relatifs aux procédures QAL3 réalisées en mai 2025 sur les analyseurs titulaires et redondants des deux lignes de traitement. Ces rapports n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant nous a indiqué que la fréquence des procédures QAL 3 était trimestrielle. Cette fréquence nous paraît devoir être justifiée.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> nous demandons à l'exploitant de justifier sous un mois la périodicité des procédures QAL3 en vérifiant notamment qu'elles respectent celles prévues par la certification QAL 1 des matériels de mesure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Rejet de dioxines, furanes et PCB DL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article Annexe 2 – Point d		
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Mesures en semi-continu		
<b>Prescription contrôlée :</b> Limites de rejets		
Dioxines et furanes	Concentration	Flux journalier
Sur échantillonnage ponctuel lors des mesures réalisées en application de l'art. 3.6.2.2	0,1 ng/m <sup>3</sup>	190.10 <sup>-6</sup> g/j
Sur échantillonnage long terme lors des mesures réalisées en application de l'art. 3.6.2.3	0,08 ng/m <sup>3</sup>	

**Constats :** les résultats des mesures en semi-continu de la ligne 3 du 25 février au 26 mars 2025 mettent en évidence un pic de concentration en dioxines et furanes de 0,0541 ng/m<sup>3</sup> pour une limite de 0,08 ng/m<sup>3</sup>. On ne note pas de dépassement de la limite réglementaire mais une augmentation significative par rapport aux teneurs habituelles qui sont de l'ordre 0,0025 ng/m<sup>3</sup>.

L'exploitant attribue ce pic à un arrêt du four en charge qui s'est produit le 2 mars 2025 selon l'enchaînement d'événements suivants :

- blocage de la chaîne entraînant l'extracteur de mâchefers qui ne sont plus évacués,
- arrêt des grilles du four sur lesquelles les déchets finissent de brûler,
- baisse de la température dans le four et hausse du taux d'oxygène. Dès qu'il dépasse 15 %, le four est considéré comme arrêté, les analyseurs cessent de fonctionner et le by-pass du filtre à manches s'ouvre,
- déblocage de la chaîne de l'extracteur de mâchefers permettant la reprise du traitement,
- vidange du four des mâchefers qu'il contient par mouvement des grilles avec maintien du fonctionnement du ventilateur d'extraction à 20 % de son débit nominal.
- engagement de la phase de préventilation pendant laquelle l'air primaire est introduit dans le four, avec fonctionnement du ventilateur d'extraction à 70 % de son débit nominal.
- redémarrage du four avec remise en ligne du filtre à manches.

Les régimes de fonctionnement du ventilateur de tirage pendant la vidange des fours puis lors de la préventilation sont imposés par les automatismes pour éviter les risques notamment liés à la présence de poches de CO qui auraient pu se constituer lors de l'arrêt du four.

L'hypothèse la plus probable pour expliquer le pic est, pour l'exploitant, un encrassement du parcours des fumées et des cannes de prélèvement pendant la vidange et la préventilation du four. Cet encrassement aurait provoqué un prélèvement non représentatif de la qualité des fumées dans la cartouche de prélèvement de dioxines, furanes et PCB-DL exposée du 25 février au 26 mars 2025.

L'exploitant indique qu'un premier événement du même type s'était produit le 28 février 2025. Toutefois, le filtre à manches n'ayant pas été bypassé, les conséquences de cet arrêt ont vraisemblablement été plus limitées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** nous demandons à l'exploitant d'ajouter explicitement les arrêts de fours en charge aux événements déclarés dans son autosurveillance mensuelle et de préciser, pour chacun d'eux, si le filtre à manches a été ou non bypassé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Condition d'exploitation autres que normales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.3.5.2

**Thème :** Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC

**Prescription contrôlée :** L'exploitant met en œuvre dans le cadre de son système de management environnemental un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions atmosphériques de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée des OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 heures par an, à l'exception :

- de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an,
- de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la

limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Le plan de gestion des OTNOC doit contenir les éléments suivants :

- la mise en évidence des risques des OTNOC, par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles...
- la mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC,
- l'examen et la mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique objet du point 3.3.5.3.

Les phases de démarrages et d'arrêts, sans déchets dans les fours, programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

**Constats :** L'exploitant nous a présenté son plan de gestion des OTNOC qui recense environ 150 situations unitaires alors que le contrôle commande contient 15 entrées programmées déclenchant automatiquement le compteur OTNOC. Une 16<sup>e</sup> correspond à un déclenchement manuel. Nous avons souhaité connaître l'articulation entre ces deux listes.

L'exploitant a indiqué qu'il mettait à jour son plan de gestion des OTNOC pour faire correspondre à chaque situation unitaire recensée une entrée programmée. Il nous a présenté en séance le projet de nouveau plan de gestion des OTNOC.

Nous avons examiné par sondage à quelle entrée programmée correspondait les situations unitaires suivantes :

- « Mauvais pré-coating et/ou perte de gâteau » : situation non programmée le jour de la visite. Après mise à jour des entrées programmées cette situation correspondra à l'entrée « Delta P filtre à manches trop faible »,
- Colmatage des manches : situation non programmée le jour de la visite. Après mise à jour des entrées programmées cette situation correspondra à l'entrée « Delta P filtre à manches trop fort ».
- Température des fumées < 165 °C (à l'entrée du système de traitement des NOx) : situation non programmée le jour de la visite. Après mise à jour des entrées programmées cette situation correspondra à l'entrée « Bypass DéNOx ».
- Fuite (chaudière) sur mur écran ou tube (premier parcours) : situation programmée correspondant à l'entrée « niveau bas ballon ».

L'exploitant nous a indiqué que ce travail de correspondance entre les situations unitaires et les entrées programmées serait finalisé fin juillet 2025. Au vu de l'avancement actuel, 28 entrées seront programmées en tout.

Par ailleurs, nous avons demandé à l'exploitant s'il comptait programmer les situations unitaires, figurant dans son plan de gestion des OTNOC, relatives à la réception et à la manutention des déchets. Il nous paraît en effet difficile d'incrémenter le compteur de OTNOC pour des difficultés d'homogénéisation des déchets dans la fosse ou pour leur caractère trop humide. L'exploitant nous a indiqué qu'il envisageait de supprimer ces situations unitaires de son plan de gestion.

Précisons enfin que nous avons constaté en salle de commande que les OTNOC déclenchant automatiquement le compteur de 250 heures par an étaient identifiées, ce qui répond à notre demande, formulée à l'issue de l'inspection du 25 mars 2024.



<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> nous demandons à l'exploitant de nous transmettre sous deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une mise à jour de la liste des entrées programmées, effectives ou projetées, dans le contrôle commande, déclenchant l'incrémentation du compteur OTNOC,</li> <li>• un échéancier de mise à jour du contrôle commande afin qu'il intègre l'ensemble des entrées prévues. Cet échéancier devra donner la priorité aux situations les plus fréquentes,</li> <li>• une mise à jour des situations unitaires OTNOC faisant apparaître, pour chacune d'elle, la correspondance ou l'absence de correspondance avec la liste des entrées programmées, effectives ou projetées.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Condition d'exploitation autres que normales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.3.5.3</p>
<p><b>Thème :</b> Risques chroniques, Évaluation périodique du plan de gestion des OTNOC</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'évaluation périodique des OTNOC consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un by-pass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> <li>• l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques conformément au point 12 de l'annexe 8 ;</li> <li>• la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées tels que prévus dans l'article 3.6.2.4 ;</li> <li>• l'évaluation périodique des émissions survenant lors des OTNOC, par exemple, la fréquence des événements, leur durée, les quantités de polluants émises, et la mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant tient des réunions trimestrielles concernant la réévaluation des situations OTNOC, auxquelles participent le responsable d'exploitation, son adjoint et le responsable maintenance.</p> <p>Les comptes rendus des réunions tenues les 19 décembre 2024, 10 février 2025 et 19 mai 2025 nous ont été présentés.</p> <p>Les conclusions de ces réunions n'ont pas été examinées en détail lors de la présence inspections.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Valorisation des mâchefers en technique routière

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2.2</p>
<p><b>Thème :</b> Risques chroniques, Chantiers de valorisation des mâchefers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les mâchefers peuvent, lorsque leurs caractéristiques le permettent (caractéristiques physico-chimiques et potentiel polluant), faire l'objet d'une valorisation dans les conditions fixées par la réglementation et notamment par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant vérifie, notamment au moyen d'un rapport établi par un hydrogéologue, que chaque chantier où l'utilisation des mâchefers de son établissement est envisagée répond bien aux critères applicables de valorisation liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage ou de l'aménagement projeté : implantation hors zone inondable, respect de la distance minimale par rapport à tout cours d'eau, contraintes liées aux captages d'alimentation en eau potable...</p> <p>L'exploitant s'assure, à l'issue de chaque chantier, de l'utilisation des mâchefers dans les conditions</p>

prévues et validées dans le rapport de l'hydrogéologue, quelle que soit l'entreprise qui a réalisé les travaux. Il doit pouvoir justifier du respect de ces conditions et tient les documents correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mâchefers seront identifiés par lots. Un plan de gestion et de suivi des lots doit être réalisé.

Si les mâchefers ne peuvent être valorisés dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées au titre du code de l'environnement.

**Constats :** Les lots de mâchefers de janvier 2023 à mi-mars 2024 ont été utilisés pour réaliser l'extension de la plateforme sud du site, destinée à la maturation et au stockage des mâchefers.

L'exploitant nous a présenté un rapport de Mme BAPTENDIER, hydrogéologue, daté du 16 octobre 2023, donnant un avis favorable à l'emploi de 7 150 m<sup>3</sup> de mâchefers pour ce chantier, ce volume correspondant à une emprise de 3 200 m<sup>2</sup> sur une épaisseur de 3 à 4.2 mètres.

L'exploitant nous a indiqué qu'il avait utilisé 17 530 tonnes de mâchefers pour ce chantier. Cette quantité ne correspond pas au volume indiqué dans le rapport de l'hydrogéologue. En effet, avec une densité susceptible de varier entre 1,6 et 1,8 les 7 150 m<sup>3</sup> de mâchefers correspondent à une quantité comprise entre 11 440 et 12 870 tonnes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** nous demandons à l'exploitant de préciser et de justifier sous un mois le volume et le tonnage de mâchefers utilisés. Il conviendra en particulier de vérifier que les conditions de leur mise en œuvre respectent celle prise en compte dans l'avis de l'hydrogéologue.

Par ailleurs, en contradiction avec les dispositions de l'article 3.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023, nous avons constaté que :

- les quantités présentes sur les aires nord et sud de stockage et de maturation des mâchefers dépassaient la production annuelle pour attendre environ 14 mois de production,
- l'emprise du stock sur la plateforme nord dépassait 3 000 m<sup>3</sup>.

Nous demandons à l'exploitant de revenir sous trois mois aux quantités autorisées.

Enfin, nous demandons à l'exploitant de curer régulièrement les ouvrages de collecte des eaux pluviales de la plateforme sud afin de garantir la collecte et le traitement de l'intégralité des volumes et éviter toute surverse hors de la plateforme.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : Gestion des mâchefers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2

**Thème :** Risques chroniques, Gestion sur site

**Prescription contrôlée :** Dans le cadre d'une gestion des mâchefers sur le site de l'incinérateur de Chavanod, l'emprise de la plateforme située au sud du site pourra être étendue de 5 000 m<sup>2</sup> à 7 200 m<sup>2</sup>, dans les conditions précisées dans la demande d'examen au cas par cas et dans le dossier de « porter à connaissance » précités, transmis par courrier du 19 mai 2022 et complétés par courrier le 23 juin 2022. En pareil cas :

- sous un délai de 9 mois à compter de la date de réception des travaux de l'extension, l'exploitant disposera de structures constituées d'une charpente munie d'un dispositif de couverture imperméable, capables d'abriter la quantité de mâchefers produites durant au

moins 7 mois d'exploitation de l'incinérateur. Ces structures couvertes pourront être implantées sur la plateforme nord et la plateforme sud étendue...
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a indiqué que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le PV de réception des travaux de l'extension avait été établi en novembre 2024,</li> <li>• le choix du prestataire pour la poursuite des travaux serait fait début juillet 2025,</li> <li>• le chantier nécessiterait ensuite 4 mois de préparation et 3 mois de pose des abris.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Compte tenu du retard constaté dans le planning des travaux, nous demandons à l'exploitant de s'engager sous un mois sur un nouveau planning de travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

